CONCLUSION

par Michel **Sébillotte**[1]

Au terme de cette journée, qui, malgré tout, n'aura permis qu'un examen rapide compte tenu de l'ampleur de ce qu'il faut bien continuer à qualifier d'expérimentation sociale, retenons quelques leçons de Ferti-Mieux.

1. *La dynamique initiale fut étonnante*, témoignant des possibilités immenses d'un recours aux hommes et à leur détermination pour améliorer l'environnement. Cette dynamique tient aussi au fait d'avoir réussi à faire vivre Ferti-Mieux comme une expérimentation, c'est-à-dire comme quelque chose de vivant. Ferti-Mieux est vivant, non seulement parce qu'il repose sur les processus de dynamique de groupe sur lesquels beaucoup croient aujourd'hui pouvoir (devoir) fonder un développement durable, mais, tout autant, parce que Ferti-Mieux s'est constamment pensé comme une opération de recherche, toujours en mouvement d'amélioration. La méthode et la rigueur étaient au service d'un progrès, et d'un progrès qu'il fallait enregistrer.

2. Ferti-Mieux c'est aussi la *démonstration qu'une application raisonnée des connaissances permet déjà de réduire les risques de pollution* et d'enregistrer des résultats positifs. Certes Ferti-Mieux ne fut pas la seule source de motivation pour les agriculteurs mais son rôle majeur est indéniable. C'est une réponse à ceux qui pensent que trop de connaissances manquent aujourd'hui.
Plus encore, Ferti-Mieux a permis de dégager des pistes de recherche : le terrain a interrogé les sciences agronomiques et a suscité des recherches jusqu'alors négligées. Ferti-Mieux a aussi permis de relancer l'agronomie comme *discipline devant déboucher sur l'action* et a permis de coordonner les actions des différents agronomes de terrain en multipliant leur efficacité. Cela relance le débat sur *la pratique comme source de connaissances.* Enfin, Ferti-Mieux a suscité un *renouvellement des références* qui n'étaient plus de simples expérimentation de courbes de réponses.

3. Ferti-Mieux a montré *l'efficacité du volontariat mais aussi sa fragilité face aux règlements*. Les acteurs ont besoin de motivations et d'incitations, ce sont des êtres rationnels. Pourquoi opter pour une opération lourde même enthousiasmante si le respect du règlement peut se faire beaucoup plus facilement ?

Cela pose quatre questions :

- les deux premières concernent particulièrement la recherche : peut-on uniquement par des mesures réglementaires obtenir un état satisfaisant de l'environnement ? Et, si la réponse est négative, comment articuler règlement et volontariat pour maximiser leurs effets ?
- les deux suivantes concernent plus particulièrement les pouvoirs publics, les hommes politiques, en un mot la société. Quel type de société voulons-nous : totalement régie par le respects de règlements divers ou composée d'hommes plus autonomes ? C'est la troisième question. La dernière est d'ordre éthique : peut-on se satisfaire d'un mode de développement qui ferait du respect du règlement *le* critère d'un comportement citoyen ?

---

[1] Membre de l'Académie d'Agriculture, professeur d'agronomie à l'Institut national agronomique Paris-Grignon, directeur de la Délégation à l'Agriculture, au Développement et à la Prospective à l'INRA.

C.R.Acad. Agric. Fr., 2003, 89, n°4 . Séance du 12 novembre 2003.

4. Ferti-Mieux nous montre aussi le *rôle majeur des opérateurs de terrain*. Les agriculteurs et les responsables professionnels ont occupé une place centrale, c'est eux qui devaient changer leurs pratiques avec toutes les implications que cela comporte. Mais il faut aussi souligner le rôle irremplaçable des techniciens agricoles. Leur place dans le dispositif est centrale dans la mesure où c'est eux qui, au moins aujourd'hui, assurent la capitalisation de l'expérience, qui assurent les confrontations nécessaires entre agriculteurs car, rappelons-le, l'environnement est une affaire d'espace, de bassins versants. Or, Ferti-Mieux a souligné combien de *progrès restaient à faire pour organiser ce travail des techniciens*. C'est à un *changement radical de leur métier* qu'il faut travailler et, de ce point de vue, ils sont autant concernés que leurs employeurs. La société du développement durable exige que l'on travaille différemment.

5. Enfin, et pour terminer, nous devons être convaincu que *le développement durable a un coût économique et social*. Cela pose deux grands types de questions : que ferons-nous pour aider ceux qui seront dans des situations où une agriculture économiquement viable est impossible au regard des exigences environnementales ? Sommes-nous prêts à payer constamment pour l'environnement ?